

Ces leçons de 1989 que devrait réviser l'Europe pour aider les Biélorusses...

Article rédigé par *Atlantico*, le 19 août 2020

Source [Atlantico] Svetlana Tikhanovskaïa a appelé, ce mercredi 19 août, les Européens à rejeter les résultats de l'élection présidentielle. Le mouvement de contestation se poursuit contre Alexandre Loukachenko, au pouvoir depuis 26 ans. Les leçons de 1989 peuvent-elles aider l'Union européenne à sortir la Biélorussie de l'impasse démocratique dans laquelle elle se trouve ?

Atlantico.fr : Après 26 ans à la tête du pays, les jours d'Alexandre Loukachenko semblent être comptés. Des protestations d'une ampleur sans précédent ont envahi les rues depuis que son président a annoncé une réélection écrasante. Les leçons de 1989 peuvent-elles aider l'UE à sortir la Biélorussie de l'impasse démocratique dans laquelle elle se trouve bloquée ?

Sylvie Bermann : L'élection organisée de façon précipitée le 9 août dernier par Alexandre Lukachenko en s'affranchissant des mécanismes d'observation de l'OSCE a sans doute été l'élection de trop. Après 26 ans de pouvoir autoritaire, l'exaspération de la population en raison d'une gestion calamiteuse de la pandémie de COVID-19, la disqualification des autres candidats, à l'exception de l'improbable blogueuse Svetlana Tsikhanovskaia, épouse du candidat jeté en prison, parce que le gouvernement ne la jugeait pas menaçante mais surtout les fraudes massives qui ont donné, de façon absolument non crédible 80% des voix à Lukachenko ont conduit la population de Minsk dans la rue. Il ne s'agissait pas uniquement d'une frange de la jeunesse urbaine. Des ouvriers d'usines d'État, des médecins et des journalistes se sont joints à ce mouvement de protestation. La répression d'une grande violence menée par les services de sécurité, a indigné jusqu'aux Russes dont même la presse officielle s'est dans un premier temps montrée critique.

Même si les crises dans l'ex-espace soviétique peuvent avoir des points communs, elles sont toutes sui generis. La Biélorussie n'est pas la RDA de 1989 car il s'agissait alors d'un conflit idéologique assumé dans le contexte de la guerre froide entre le communisme et le libéralisme soutenu par le monde occidental. Le parallèle avec l'Ukraine de 2014 ne serait pas non plus pertinent car il n'y a pas de sentiment anti-russe affiché lors des manifestations de Minsk ni de demandes de rapprochement avec l'Union européenne. Cette dernière doit donc agir avec sagesse et prudence pour ne pas transformer cette crise en une nouvelle confrontation entre l'Occident et la Russie.

Quels sont les enjeux politiques et géopolitiques de la Biélorussie ? Quelles sont ses relations avec la Russie ?

La Biélorussie est considérée par Moscou comme un État allié et tampon. Les relations se sont certes dégradées entre Vladimir Poutine et Alexandre Loukachenko accusé de jouer sur les deux tableaux entre

l'Occident et la Russie. Les griefs sont nombreux. Moscou a notamment peu apprécié la visite du secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo venu convaincre Minsk d'acheter du gaz américain et moins encore l'arrestation des membres de la compagnie de sécurité privée russe Wagner à la veille des élections pour accrédi ter la thèse d'un complot russe. Le choix a été, au lendemain du scrutin après des félicitations d'usage, de laisser Lukachenko s'enfermer puis à la suite des appels au secours du président biélorusse de pousser le projet de confédération signé en 1999 mais qui n'a pas connu de concrétisation. La position du Kremlin, décisive est néanmoins délicate. Le rédacteur en chef de la radio libérale « Écho de Moscou » l'a illustré en décrivant cette crise comme « une valise sans poignée impossible à transporter et difficile à mettre au placard ». Partant deux options se présentent : Soit Poutine accorde un plein soutien politique à son homologue biélorusse, il est toutefois peu probable qu'il se résolve à une intervention militaire qui aggraverait ses relations avec l'Occident mais aussi avec la Biélorussie qui s'inscrit dans une sphère culturelle et d'influence russes. Soit il le lâche, ce qui serait contraire à ses principes et constituerait une victoire de la rue, ce qui est inacceptable pour Poutine qui garde un souvenir cuisant des manifestations de jeunes à Moscou en 2011 et qui a à l'esprit les événements concomitants de Khabarovsk à la suite de l'arrestation du gouverneur Fourgal. La solution pourrait être sur le modèle du compromis trouvé en Arménie en 2018, de s'assurer d'un candidat acceptable à la fois pour Moscou et pour la population biélorusse. Le président Macron bien conscient du rôle déterminant de Moscou et de la nécessité de se concerter avec Vladimir Poutine s'est entretenu avec lui avant le sommet européen.

Quels leviers diplomatiques peuvent être employés par l'UE afin de faciliter la transition démocratique en Biélorussie sans engendrer de nouvelles violences envers ses citoyens ?

L'Union européenne ne peut rester indifférente et doit faire connaître ses préoccupations et critiques s'agissant d'un pays européen membre de l'OSCE. Elle doit maintenir la pression sur Lukachenko, condamner la répression, appeler au dialogue avec la population civile en rappelant les principes du droit. La réunion d'un Conseil européen exceptionnel est un signal en soi. L'adoption de sanctions ciblées contre les responsables de la répression témoignerait de notre volonté d'agir même si l'expérience montre que de telles mesures relèvent plus du symbole que d'une action véritablement efficace. Il faut en tout cas dans toute prise de position éviter de donner des arguments à ceux qui défendent la thèse d'une ingérence étrangère directe comme à Maïdan en Ukraine qui attiserait la confrontation. L'Union européenne devrait également soutenir une mission d'enquête de l'OSCE et l'organisation d'un nouveau scrutin observé en bonne et due forme par cette organisation.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)